

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 1999 — 3760

[C - 99/27792]

18 NOVEMBRE 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 30 septembre 1999 relatif à l'octroi d'une intervention du Fonds de garantie et d'une subvention-intérêt aux entreprises touchées par la crise de la dioxine de 1999

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 30 septembre 1999 relatif à l'octroi d'une intervention du Fonds de garantie et d'une subvention-intérêt aux entreprises touchées par la crise de la dioxine de 1999, notamment les articles 3, alinéa 2, 4, alinéa 2 et 6, § 3;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 octobre 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 octobre 1999;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire de prendre sans retard les modalités d'application du décret du 30 septembre 1999 précité afin de permettre la poursuite des activités des entreprises touchées par la crise de la dioxine de 1999;

Considérant que cet arrêté doit produire ses effets à partir du 13 octobre 1999, date d'entrée en vigueur du décret du 30 septembre 1999 précité;

Considérant qu'il s'agit d'une mesure temporaire qui ne porte que sur des dossiers à introduire par les entreprises avant le 31 janvier 2000;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 10 novembre 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, modifiées par la loi du 4 août 1996;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° le Ministre : le Ministre qui a l'Economie et les P.M.E. dans ses attributions;
- 2° le décret : le décret du 30 septembre 1999 relatif à l'octroi d'une intervention du Fonds de garantie et d'une subvention-intérêt aux entreprises touchées par la crise de la dioxine de 1999;
- 3° l'entreprise : l'entreprise visée à l'article 1^{er} du décret;
- 4° le comité d'évaluation : la commission visée à l'article 6 du décret;
- 5° l'administration : la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne;
- 6° le crédit : le crédit visé à l'article 2 du décret;
- 7° la subvention-intérêt : la subvention-intérêt visée à l'article 3 du décret;
- 8° la garantie : la garantie visée à l'article 4 du décret.

CHAPITRE II. — Condition d'éligibilité

Art. 2. § 1^{er}. La garantie, la subvention-intérêt et la somme forfaitaire de 10.000 francs sont octroyées à condition que l'entreprise ait subi au cours de la période de début juin jusque fin septembre 1999 une perte en chiffre d'affaires d'au moins 20 % sur trois mois consécutifs ou non ou une perte du chiffre d'affaires d'au moins 25 % sur deux mois consécutifs ou non ou une perte du chiffre d'affaires d'au moins 40 % sur un mois et ce, par rapport au chiffre d'affaires moyen du ou des mois correspondants des années 1996, 1997 et 1998.

§ 2. L'entreprise doit démontrer qu'elle n'était pas au 27 mai 1999 dans les conditions de la faillite ou du concordat judiciaire et qu'elle n'avait pas d'arriérés de paiement importants en ce qui concerne les impôts, les charges sociales, les rémunérations ou de dettes à l'égard d'organismes de crédit, à moins qu'elle puisse présenter un plan de remboursement approuvé par ses créanciers.

§ 3. Pour les entreprises créées depuis moins de trois ans, le § 1^{er} est appliqué *prorata temporis* sur base des données chiffrées disponibles.

CHAPITRE III. — *Intervention du Fonds de garantie*

Art. 3. La garantie porte sur une quotité ne pouvant dépasser 50 % du crédit consenti par l'organisme de crédit.

Art. 4. La demande de garantie est introduite par l'organisme de crédit auprès du comité d'évaluation. Le dossier doit mentionner les conditions auxquelles l'organisme de crédit accorde le crédit et les motifs qui justifient l'octroi de la garantie.

Le comité d'évaluation peut demander toute information complémentaire qu'il juge nécessaire afin de rendre son avis.

Dès réception du dossier complet, le comité d'évaluation transmet son avis au Comité du Fonds de garantie dans un délai de dix jours ouvrables.

Art. 5. Le Comité du Fonds de garantie décide de l'octroi de la garantie dans un délai de cinq jours ouvrables après réception de l'avis envoyé par le comité d'évaluation et notifie sa décision à l'organisme de crédit et à l'entreprise.

CHAPITRE IV. — *Octroi de la subvention-intérêt*

Art. 6. § 1^{er}. La subvention-intérêt accordée est égale :

1° à la totalité des intérêts pour les crédits ne dépassant pas en principal 10 millions de francs ou pour les dix premiers millions d'un crédit supérieur;

2° et à 3 ou 2 % pour la partie de tout crédit supérieur à 10 millions de francs, selon que l'entreprise occupe respectivement moins de 50 personnes ou de 50 à moins de 250 personnes.

§ 2 Le remboursement du crédit peut être assorti d'une franchise s'étendant au maximum sur une année.

Art. 7. La demande de subvention-intérêt est adressée par l'entreprise à l'administration selon un modèle de formulaire établi par celle-ci.

Art. 8. Dès réception du formulaire dûment complété, l'administration le transmet sans délai au comité d'évaluation qui dispose d'un délai de dix jours ouvrables pour remettre un avis motivé au Ministre.

Art. 9. Le Ministre décide de l'octroi de la subvention-intérêt au plus tard dans un délai de cinq jours ouvrables après réception de l'avis envoyé par le comité d'évaluation et notifie sa décision à l'entreprise.

L'administration communique la décision du Ministre à l'organisme de crédit.

Art. 10. La subvention-intérêt est versée à l'organisme de crédit. Celui-ci doit transmettre à l'administration sa demande de paiement explicitant le calcul du montant versé.

En tout cas, la déclaration de créance doit reprendre :

1° le montant des tranches prélevées durant l'année écoulée;

2° la date de chacun des prélèvements;

3° le montant des intérêts dus sur chacune des tranches prélevées.

CHAPITRE V. — *Dispositions générales*

Art. 11. Le Ministre nomme le président du comité d'évaluation ainsi que le membre du comité du Fonds de garantie. Il nomme les autres membres du comité d'évaluation parmi les personnes inscrites au tableau des instituts professionnels visés à l'article 6, § 2, du décret.

Art. 12. Le présent arrêté produit ses effets le 13 octobre 1999.

Art. 13. Le Ministre de l'Economie et des P.M.E. est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 novembre 1999.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E. de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 1999 — 3760

[C - 99/27792]

18. NOVEMBER 1999 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 30. September 1999 über die Gewährung einer Beihilfe des Garantiefonds und einer Zinssubvention an durch die Dioxinkrise von 1999 betroffene Unternehmen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 30. September 1999 über die Gewährung einer Beihilfe des Garantiefonds und einer Zinssubvention an durch die Dioxinkrise von 1999 betroffene Unternehmen, insbesondere der Artikel 3, Absatz 2, 4, Absatz 2 und 6, § 3;

Aufgrund des am 22. Oktober 1999 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 27. Oktober 1999 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung der Notwendigkeit, unverzüglich die Anwendungsmodalitäten des oben erwähnten Dekrets vom 30. September 1999 einzuführen, um die Fortsetzung der Tätigkeiten der durch die Dioxinkrise von 1999 betroffenen Unternehmen zu ermöglichen;

In der Erwägung, dass dieser Erlass ab dem 13. Oktober 1999, Datum des Inkrafttretens des oben erwähnten Dekrets vom 30. September 1999, wirksam werden muss;

In der Erwägung, dass es sich um eine zeitweilige Maßnahme handelt, die lediglich die von den Unternehmen vor dem 31. Januar 2000 einzureichenden Akten betrifft;

Aufgrund des am 10. November 1999 abgegebenen Gutachtens des Staatsrats, in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 2° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Auf Vorschlag des Ministers der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Definitionen*

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

- 1° der Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft und die K.M.B. gehören;
- 2° das Dekret: das Dekret vom 30. September 1999 über die Gewährung einer Beihilfe des Garantiefonds und einer Zinssubvention an durch die Dioxinkrise von 1999 betroffene Unternehmen;
- 3° das Unternehmen: das in Artikel 6 des Dekrets erwähnte Unternehmen;
- 4° der Bewertungsausschuss: der in Artikel 6 des Dekrets erwähnte Ausschuss;
- 5° die Verwaltung: die Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region;
- 6° der Kredit: der in Artikel 2 des Dekrets erwähnte Kredit;
- 7° die Zinssubvention: die in Artikel 3 des Dekrets erwähnte Zinssubvention;
- 8° die Garantie: die in Artikel 4 des Dekrets erwähnte Garantie.

KAPITEL II — *Gewährungsbedingung*

Art. 2 - § 1 - Die Garantie, die Zinssubvention und der Pauschalbetrag von 10.000 BEF werden unter der Bedingung gewährt, dass das Unternehmen im Laufe der Periode von Anfang Juni bis Ende September 1999 während drei aufeinanderfolgenden oder nicht aufeinanderfolgenden Monaten einen Umsatzverlust von mindestens 20 % oder während zwei aufeinanderfolgenden oder nicht aufeinanderfolgenden Monaten einen Umsatzverlust von mindestens 25 % oder während eines Monats einen Umsatzverlust von mindestens 40 % erlitten hat, und zwar im Verhältnis zu dem durchschnittlichen Umsatz des entsprechenden Monats oder der entsprechenden Monate der Jahre 1996, 1997 und 1998.

§ 2 - Das Unternehmen muss den Nachweis erbringen, dass es sich am 27. Mai 1999 nicht im Zustand eines Konkurses oder eines gerichtlichen Vergleichs befand und keine großen Zahlungsrückstände, was die Steuern, Soziallasten, Arbeitsentgelte betrifft, oder keine Schulden gegenüber Krediteinrichtungen hatte, es sei denn, dass es einen von seinen Gläubigern genehmigten Rückzahlungsplan vorlegen kann.

§ 3 - Für die seit weniger als drei Jahren gegründeten Unternehmen wird der Absatz 1 *prorata temporis* auf der Grundlage der verfügbaren Zahlenangaben angewandt.

KAPITEL III — *Beihilfe des Garantiefonds*

Art. 3 - Die Garantie bezieht sich auf eine Anteilsumme, die 50 % des von der Krediteinrichtung gewährten Kredits nicht überschreiten darf.

Art. 4 - Der Garantierantrag wird von der Krediteinrichtung bei dem Bewertungsausschuss eingereicht. In der Akte müssen die Bedingungen, unter denen die Krediteinrichtung den Kredit gewährt, sowie die Gründe, welche die Gewährung der Garantie rechtfertigen, angegeben werden.

Der Bewertungsausschuss kann jegliche zusätzliche Auskunft beantragen, die er als notwendig erachtet, um sein Gutachten abzugeben.

Sobald der Bewertungsausschuss die vollständige Akte erhalten hat, übermittelt er dem Ausschuss des Garantiefonds innerhalb von zehn Werktagen sein Gutachten.

Art. 5 - Der Ausschuss des Garantiefonds beschließt innerhalb von fünf Werktagen nach Eingang des von dem Bewertungsausschuss zugesandten Gutachtens über die Gewährung der Garantie und stellt der Krediteinrichtung und dem Unternehmen seinen Beschluss zu.

KAPITEL IV — *Gewährung der Zinssubvention*

Art. 6 - § 1 - Die gewährte Zinssubvention entspricht:

- 1° der Gesamtheit der Zinsen für die Kredite, die im Kapitalbetrag 10 Millionen BEF nicht überschreiten, oder für die ersten zehn Millionen eines höheren Kredits;
- 2° und 3 oder 2 % für den Anteil eines jeden Kredits von mehr als 10 Millionen BEF, je nachdem das Unternehmen jeweils weniger als 50 Personen oder 50 bis 250 Personen beschäftigt.

§ 2 - Die Rückzahlung des Kredits kann mit einem Freibetrag begleitet werden, der sich auf höchstens ein Jahr erstreckt.

Art. 7 - Der Antrag auf Zinssubvention wird von dem Unternehmen an die Verwaltung gerichtet, und zwar nach einem von ihr aufgestellten Formular.

Art. 8 - Ab dem Erhalt des ordnungsgemäß ausgefüllten Formulars übermittelt die Verwaltung letzteres unverzüglich dem Bewertungsausschuss, der über eine Frist von zehn Werktagen verfügt, um dem Minister ein begründetes Gutachten abzugeben

Art. 9 - Der Minister beschließt spätestens innerhalb von fünf Werktagen nach Erhalt des von dem Bewertungsausschuss zugesandten Gutachtens über die Gewährung der Zinssubvention und stellt dem Unternehmen seinen Beschluss zu.

Die Verwaltung übermittelt der Krediteinrichtung den Beschluss des Ministers.

Art. 10 - Die Zinssubvention wird der Krediteinrichtung ausgezahlt. Diese muss der Verwaltung ihren Zahlungsantrag übermitteln, wobei die Berechnung des ausgezahlten Betrags deutlich angegeben wird.

Auf jeden Fall muss die Forderungsanmeldung folgendes beinhalten:

- 1° die Summe der während des abgelaufenen Jahres abgehobenen Teilbeträge;
- 2° das Datum einer jeden Abhebung;
- 3° die Summe der für jeden abgehobenen Teilbetrag fälligen Zinsen.

KAPITEL V — *Allgemeines*

Art. 11 - Der Minister bezeichnet den Vorsitzenden des Bewertungsausschusses, sowie das Mitglied des Garantiefonds. Er bezeichnet die anderen Mitglieder des Bewertungsausschusses unter den im Stand der in Artikel § 2 des Dekrets erwähnten beruflichen Institute eingetragenen Personen.

Art. 12 - Der vorliegende Erlass wird am 13. Oktober 1999 wirksam.

Art. 13 - Der Minister der Wirtschaft und der K.M.B. wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 18. November 1999

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 1999 — 3760

[C - 99/27792]

18 NOVEMBER 1999. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 30 september 1999 inzake het toekennen van een tegemoetkoming van het Waarborgfonds en van een rentetoelage aan de bedrijven die schade ondervonden hebben naar aanleiding van de dioxinecrisis van 1999

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 30 september 1999 inzake het toekennen van een tegemoetkoming van het Waarborgfonds en van een rentetoelage aan de bedrijven die schade ondervonden hebben naar aanleiding van de dioxinecrisis van 1999, inzonderheid op de artikelen 3, tweede lid, 4, tweede lid en 6, § 3;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 oktober 1999;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 27 oktober 1999;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat bovenvermeld decreet van 30 september 1999 zo spoedig mogelijk moet worden toegepast teneinde de activiteiten van de bedrijven die door de dioxinecrisis van 1999 getroffen zijn, voort te kunnen zetten;

Overwegende dat dit besluit uitwerking moet hebben met ingang van 13 oktober 1999, datum waarop voorvermeld decreet van 30 september 1999 in werking is gekomen;

Overwegende dat het om een tijdelijke maatregel gaat die slechts betrekking heeft op door de bedrijven vóór 31 januari 2000 in te dienen dossiers;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 10 november 1999, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Op de voordracht de Minister van Economie, KMO's, Onderzoek en Nieuwe Technologieën;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsbepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1° Minister : de Minister van Economie en KMO's;
- 2° decreet : het decreet van 30 september 1999 inzake het toekennen van een tegemoetkoming van het Waarborgfonds en van een rentetoelage aan de bedrijven die schade ondervonden hebben naar aanleiding van de dioxinecrisis van 1999;
- 3° bedrijf : het in artikel 1 van het decreet bedoelde bedrijf;
- 4° evaluatiecomité : de in artikel 6 van het decreet bedoelde commissie;
- 5° bestuur : het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest;
- 6° krediet : het in artikel 2 van het decreet bedoelde krediet;
- 7° rentetoelage : de in artikel 3 van het decreet bedoelde rentetoelage;
- 8° waarborg : de in artikel 4 van het decreet bedoelde waarborg.

HOOFDSTUK II. — *Verkiezbaarheidsvereisten*

Art. 2. § 1. De waarborg, de rentetoelage en het forfaitaire bedrag van 10.000 BEF worden toegekend op voorwaarde dat de omzet van het bedrijf vanaf begin juni tot eind september 1999 over drie al dan niet opeenvolgende maanden met minstens 20 % is gedaald, of over twee al dan niet opeenvolgende maanden met minstens 25 % is gedaald, of over één maand met minstens 40 % is gedaald en dit ten opzichte van de gemiddelde omzet van de overeenstemmende maand(en) van de jaren 1996, 1997 en 1998.

§ 2. Het bedrijf moet bewijzen dat het op 27 mei 1999 de voorwaarden voor het failliet of voor het gerechtelijk akkoord niet vervulde en dat het geen belangrijke achterstallige betalingen had wat betreft de belastingen, de sociale lasten, de bezoldigingen of de schulden t.o.v. kredietinstellingen, tenzij het een door zijn schuldeisers goedgekeurde terugbetalingsplan kan voorleggen.

§ 3. Voor de sinds minstens drie jaar opgerichte bedrijven wordt § 1 *prorata temporis* toegepast op grond van de beschikbare cijfergetallen.

HOOFDSTUK III. — *Tegemoetkoming van het Waarborgfonds*

Art. 3. De waarborg dekt een evenredig bedrag van hoogstens 50 % van het door de kredietinstelling toegestane krediet.

Art. 4. De aanvraag om waarborg wordt door de kredietinstelling bij het evaluatiecomité ingediend. Het dossier moet gewag maken van de voorwaarden waaronder de kredietinstelling het krediet verleent en de gronden die de toekenning van de waarborg rechtvaardigen.

Het evaluatiecomité kan om elke bijkomende informatie verzoeken die het nodig acht om advies uit te brengen.

Na ontvangst van het volledige dossier deelt het evaluatiecomité binnen tien werkdagen zijn advies mede aan het Comité van het Waarborgfonds.

Art. 5. Het Comité van het Waarborgfonds beslist over de toekenning van de waarborg binnen vijf werkdagen na ontvangst van het door het evaluatiecomité medegedeelde advies en deelt zijn beslissing mede aan de kredietinstelling en aan het bedrijf.

HOOFDSTUK IV. — *Toekenning van de rentetoelage*

Art. 6. § 1. De toegekende rentetoelage is gelijk aan :

1° het geheel van de renten voor de kredieten waarvan de hoofdsom geen 10 miljoen BEF bedraagt of voor de eerste tien miljoen van een hoger krediet;

2° 3 of 2 % voor het gedeelte van elk krediet van meer dan 10 miljoen BEF, al naar gelang het bedrijf respectievelijk minder dan 50 personen of van 50 tot minder dan 250 personen tewerkstelt.

§ 2. De terugbetaling van het krediet kan vergezeld gaan van een franchise voor maximum één jaar.

Art. 7. De aanvraag om rentetoelage wordt door het bedrijf aan het bestuur gericht volgens een door hem opgemaakt formulier.

Art. 8. Na ontvangst van het behoorlijk ingevulde formulier maakt het bestuur het zo spoedig mogelijk over aan het evaluatiecomité dat over tien werkdagen beschikt om een met redenen omkleed advies aan de Minister uit te brengen.

Art. 9. De Minister beslist over de toekenning van de rentetoelage uiterlijk binnen vijf werkdagen na ontvangst van het door het evaluatiecomité overgemaakte advies en deelt zijn beslissing aan het bedrijf mede.

Het bestuur deelt de beslissing van de Minister aan de kredietinstelling mede.

Art. 10. De rentetoelage wordt aan de kredietinstelling gestort. Deze moet haar aanvraag om betaling aan het bestuur overmaken waarin de rekening van het gestorte bedrag wordt bepaald.

In ieder geval moet de schuldvordering hetgeen volgt vermelden :

1° het bedrag van de gedurende het afgelopen jaar geheven schijven;

2° de datum van elke heffing;

3° het bedrag van de voor elke geheven schijf nog verschuldigde renten.

HOOFDSTUK V. — *Algemene bepalingen*

Art. 11. De Minister benoemt de voorzitter van het evaluatiecomité alsmede het lid van het comité van het Waarborgfonds. Hij benoemt de andere leden van het evaluatiecomité onder de personen ingeschreven op de tabel van de beroepsinstututen bedoeld in artikel 6, § 2, van het decreet.

Art. 12. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 13 oktober 1999.

Art. 13. De Minister van Economie en KMO's is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 november 1999.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, KMO's, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA